

Le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (Karl Marx)

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 08 mars 2025 N° 514 PRIX : 100 FCFA

Lutter contre la bourgeoisie pour changer le monde !



- **Sommaire au verso**



Le pouvoir aux travailleurs

Sommaire

Éditorial

Lutter contre la bourgeoisie pour changer le monde !

Pages 3-9 Côte d'Ivoire :

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

- ▶ SN-AVECI : un débrayage retentissant !
- ▶ BESIX, «Tour F» Plateau : mobilisation des travailleurs.
- ▶ Lutte des enseignants pour de meilleures conditions de vie et de travail.

LEUR SOCIÉTÉ

- ▶ Le bal des crocodiles dans un marigot de plus en plus puant !
- ▶ Des commerçantes de Siporex manifestent !
- ▶ Adjamé : Une attaque de plus contre les pauvres.
- ▶ Les bobards d'un politicien en campagne électorale.
- ▶ Demain, il raserà gratis !
- ▶ Il voit la paille dans l'œil du voisin...
- ▶ Argent cadeau pour les riches, galère pour les travailleurs !
- ▶ Les prête-plume de Ouattara.
- ▶ Foire aux bavardages inutiles.
- ▶ Leur prétendue lutte contre la vie chère.

DANS LE MONDE :

Pages 9-10 Sénégal : Tromperie des directions syndicales.

Pages 10 Madagascar : Le président collectionne les trophées...

Pages 11-13 France :

- ▶ Travailleurs français, algériens ou originaires des quatre coins du monde : mêmes patrons, même combat !
- ▶ Leçon d'impérialisme en direct.

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 25 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbre-poste courant.

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT- LO

BP 20029

93501 Pantin Cedex France

Site internet : www.uatci.org

Éditorial

LUTTER CONTRE LA BOURGEOISIE POUR CHANGER LE MONDE

Nulle part dans le monde, il n'existe un gouvernement au service des pauvres mais toujours contre les pauvres, toujours au service des riches, au service des capitalistes. De la mainmise de la bourgeoisie sur l'économie découle sa mainmise sur le pouvoir dans ce pays comme ailleurs. Ce qui signifie clairement qu'un homme comme Ouattara, même s'il se targue d'être démocratiquement élu par le peuple, ne peut être autre chose qu'un larbin au service du système capitaliste et il en sera de même pour celui qui lui succédera, qu'il soit issu de son camp politique ou de l'opposition.

Quand le gouvernement s'en prend aux pauvres en menant des opérations de déguerpissement, il est pleinement dans son rôle d'exécuteur des besoins des riches qui veulent éloigner les habitants de quartiers pauvres vers la périphérie parce qu'ils n'ont pas envie de sentir la puanteur et de voir le spectacle de la misère à proximité de leurs quartiers luxueux. Mais cette misère, c'est eux et leur système économique capitaliste qui l'ont créée et qui continuent de l'aggraver !

Il en est de même quand les autorités politiques font casser les étalages des petits vendeurs installés sur les trottoirs, sans égard pour des milliers de familles pauvres dont c'est souvent l'unique source de revenu. Le gouvernement se moque de ce que deviendront toutes ses familles déjà démunies. Il se vante d'avoir fermé un millier de cliniques « *illégal*es » depuis 2023 et se donne comme objectif d'arriver à « *zéro clinique illégale en 2025* ». Nul besoin de sortir d'une grande école pour savoir que s'il y a autant de cliniques illégales, c'est parce que de nombreux pauvres qui viennent s'y faire soigner n'ont pas les moyens d'accéder aux cliniques officielles où la moindre consultation s'élève à 15.000 Fr !

S'il y avait suffisamment de structures de soins publiques dignes de ce nom dans les quartiers populaires et suffisamment proches des lieux d'habitation, les habitants n'iraient ni dans ces cliniques douteuses, ni recourir aux pharmacies par terre. Ainsi, quand le gouvernement interdit ces cliniques illégales et en effet peu recommandables, il interdit du même coup l'accès aux soins à beaucoup de pauvres qu'il laisse ainsi sans autre recours possible.

Comme tous ses prédécesseurs, le gouvernement actuel prétend être au service des populations pauvres. Alors, pourquoi y a-t-il donc tant de pauvres et d'ailleurs de plus en plus nombreux dans ce pays ? Pourquoi les salaires sont-ils si bas au point qu'ils ne peuvent même pas permettre aux travailleurs de subvenir normalement à leurs besoins ? Pourquoi, le gouvernement autorise-t-il le travail journalier, sans lendemain et si mal rémunéré ? Pourquoi les travailleurs doivent-ils faire deux boulots, se tuer ainsi au travail et finalement, malgré ces sacrifices, ne même pas pouvoir joindre les deux bouts ? Pourquoi le coût de la vie augmente-t-il sans que les salaires ne suivent cette augmentation ? Pourquoi les travailleurs doivent-ils se contenter de vivre dans des taudis ? Des pourquoi ne manquent pas quand on voit toutes ces injustices que subissent les travailleurs et les populations pauvres alors qu'il y a des moyens techniques et humains pour satisfaire les besoins de tous.

Aujourd'hui, les gens de l'opposition ont beau jeu de dire que « *le régime Ouattara étouffe les ivoiriens* ». Ce n'est pas faux mais eux, lorsqu'ils étaient au pouvoir, ils ne faisaient pas autre chose. Ainsi, sur les « *réseaux sociaux* » circule actuellement une ancienne vidéo prise du temps où les Gbagbo étaient au pouvoir. Elle montre une manifestation contre la « *vie chère* », violemment réprimée par les forces de l'ordre. Gbagbo déclarait que « *le gouvernement n'est pas responsable de l'augmentation du coût de la vie* ». Rappelons que les salaires étaient alors bloqués par décision du gouvernement et les grèves systématiquement réprimées par les corps habillés.

Eh bien oui, tous ces partis politiques et leurs dirigeants respectifs qui se position-

nent pour les élections à venir sont des menteurs et des ennemis des travailleurs et des classes pauvres. Ce qui les différencie, c'est peut-être leurs discours mais pas le fond. Par ailleurs, de tous les côtés, ils tiennent des discours de plus en plus ethnistes et xénophobes à l'approche des élections. Peu leur importe, les divisions et les haines qu'ils créent ou qu'ils amplifient sur leur passage. Dans le passé, on a vu que ce ne sont ni eux, ni les riches qui ont payé le prix fort quand leurs mots ont été ensuite remplacés par des machettes !

Le problème des travailleurs et des populations pauvres, ce sont ces bourgeois qui les exploitent, qui les étouffent et qui les tuent. C'est par conséquent cet ordre capitaliste qu'il s'agit de combattre et de renverser. Les travailleurs ont la force et les moyens colossaux pour renverser ce système et changer le monde. N'est-ce pas eux qui font tourner l'économie ? Alors, ils peuvent donc tout aussi bien la contrôler et la faire tourner sans les parasites et les exploités ! Ils pourraient alors orienter l'économie pour satisfaire les besoins de la grande majorité en supprimant la concurrence et la propriété individuelle des moyens de production.

Ce qui fait défaut aux travailleurs aujourd'hui c'est la conscience de la force qu'ils possèdent et du rôle qu'ils peuvent jouer pour se débarrasser du système capitaliste. Il faut un parti communiste révolutionnaire et internationaliste pour incarner cette politique. C'est à cette tâche qu'il s'agit de s'atteler. Que nous soyons jeunes ou vieux, nous pouvons œuvrer pour la construction de ce parti. Le temps et l'énergie que nous y consacrerons seront utiles et précieux pour l'avenir de tous les exploités.

Le quotidien des travailleurs

SN-AVECI : UN DÉBRAYAGE RETENTISSANT !

Cette entreprise de BTP a une vingtaine de chantiers à travers le pays et emploie plus de 700 travailleurs. Ceux-ci ont marqué un arrêt de travail le mercredi 4 mars pour réclamer leur salaire qui tardait à venir. Cet arrêt de travail est surtout l'expression d'un ras-le-bol général des travailleurs. La plus grande majorité d'entre eux touche un salaire de misère. Les conditions de sécurité sont exécrables et les accidents de travail fréquents. C'est d'ailleurs pour revendiquer de meilleures conditions de travail qu'ils ont commencé à s'organiser. Ils ont établi une liste de revendications : réajustement des salaires, respect du Smig du BTP (plus de 400 d'entre eux étaient payés jusqu'à ces dernières semaines en dessous de ce minimum officiel déjà très bas), l'octroi des EPI, la déclaration à la CNPS,

etc. La direction n'a commencé à respecter le salaire minimum du BTP que depuis la première quinzaine du mois de février 2025.

L'arrêt de travail du 4 mars a été ressenti par de nombreux travailleurs comme le début d'un bras de fer avec la direction. Très tôt le matin, les travailleurs de différents chantiers ont arrêté de travailler. Aussitôt, la direction a procédé au paiement des salaires. Malgré cela plusieurs chantiers sont restés fermés jusqu'au lendemain jeudi. Ce n'est qu'après avoir vérifié que tout le monde a reçu sa paie que les travailleurs ont repris le travail, le moral regonflé. Cependant, ils savent que pour la suite, ils ne doivent pas baisser la garde car les promesses d'un patron ne valent rien s'il n'y a pas de pression derrière.

BESIX, «TOUR F» PLATEAU : SEULE LA MOBILISATION DES TRAVAILLEURS PEUT LES PROTÉGER CONTRE LES ATTAQUES PATRONALES

BESIX est une entreprise du BTP qui a plusieurs grands chantiers de l'État Ivoirien sur l'étendue du territoire. Malgré ses contrats très juteux, elle utilise ses travailleurs sous des contrats précaires.

Dans sa quête d'amasser toujours plus de bénéfices, cette entreprise sous-traite les travaux avec des maisons de placement qui foisonnent sur ses chantiers. Cela lui permet de chasser plus facilement les travailleurs quand elle le veut.

Sur le chantier de la tour F les travailleurs ont décidé de lutter pour obtenir des contrats à plus longue durée mais la direction a envoyé balader les représentants des travailleurs qui étaient venus lui présenter cette revendication. Par suite de ce mépris, les travailleurs ont déposé un préavis de grève. La direction a fini par accepter le

passage en CDI à plus d'une centaine de travailleurs.

Les travailleurs ont accueilli avec joie l'obtention du contrat CDI même si pour le moment la direction ne l'a accordé qu'à une centaine de personnes. Ils ont intérêt à maintenir la mobilisation tout en sachant que ce n'est pas ce bout de papier qui les protégera. L'arme des travailleurs, c'est la grève et le rapport de force qu'ils peuvent imposer au patronat.



« Tour F », gratte-ciel de 400 mètres et 76 étages en construction dans la commune du Plateau.

LUTTE DES ENSEIGNANTS POUR DE MEILLEURES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL



Enseignants libérés à la préfecture de police après leur arrestation

Le 5 mars dernier, plusieurs enseignants ont été brutalement arrêtés par la police alors qu'ils se rendaient simplement à une réunion d'assemblée générale à la cathédrale du Plateau pour discuter de la suite à donner à leur lutte pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. 33 personnes dont 3 femmes ont été ainsi arrêtées et jetées en prison injustement.

Depuis l'année dernière, ces enseignants sont engagés dans un bras de fer avec le gouvernement. Ils ont fait une grève de trois jours, du 15 au 17 octobre dernier, pour réclamer entre autres, une prime trimestrielle, une augmentation de salaire, une revalorisation des indemnités d'allocation familiale, de meilleures condi-

tions de travail, le déblocage des avances etc.

Bien que déclarée illégale, malgré les menaces et intimidations, cette grève a été largement suivie. Les meneurs ont subi des sanctions, certains ont eu leur salaire ponctionné, d'autres ont été mutés ou menacés d'être renvoyés de la fonction publique, etc.

Le gouvernement espérait casser la mobilisation mais jusqu'ici il n'y est pas parvenu. Bien au contraire, la répression n'a fait qu'amplifier la colère et les enseignants ont continué à se réunir pour discuter de la suite à donner. Certains ont proposé de se mettre en grève immédiatement pour exiger la libération de leurs camarades emprisonnés. Leur détermination a été payante puisqu'ils ont réussi à les faire libérer.

Par leur lutte, ils ont montré que dans le public comme dans le privé, la mobilisation est une arme efficace qui permet aux salariés de se faire entendre par leur employeur.

Leur société

PRÉSIDENTIELLE DE 2025 : LE BAL DES CROCODILES DANS UN MARIGOT DE PLUS EN PLUS PUANT !

Dans la perspective des élections présidentielles qui auront lieu au mois d'octobre 2025, les partis politiques sont en campagne pour se positionner. De ce fait leurs hiboux de service ont commencé à entonner leurs chants lugubres pour entraîner les populations dans leur lutte pour le pouvoir. Les mêmes débats identitaires, xénophobes et tribaux refont surface, malgré leurs nocivités.

Bien malin sera celui qui arrivera à trouver

une différence entre les partis politiques en compétition. Ils utilisent le même personnel qui migre d'un parti à l'autre au gré des besoins de leur ventre. Du coup, c'est la personne du chef de parti qui constitue de fait le «*programme*» du parti. Son ethnie, son clan, sa région et même sa religion deviennent des éléments clés de ce programme. C'est sur cette base que leurs partisans s'affrontent : Bété/Baoulé ; ivoiriens/étrangers; Nord/Sud; chrétiens /musulmans; etc.

Et c'est dans ce piège que les masses laborieuses sont précipitées au gré des élections. Les dirigeants et les partis d'opposition n'ont que du mépris pour tous les pauvres et en particulier pour les travailleurs. Cette année encore, ils n'hésiteront pas à marcher sur les corps ensanglantés des pauvres, en les jetant les uns

contre les autres, pour garder le pouvoir ou pour y accéder. Et une fois le pouvoir acquis, tous sans exception, commencent par museler la classe laborieuse pour la livrer pieds et mains liés au grand patronat et à la grande bourgeoisie, cette classe sociale parasitaire détentrice des capitaux et des entreprises.

DES COMMERÇANTES DE SIPOREX MANIFESTENT CONTRE LES DÉGUERPISSEMENTS

Le 4 mars des petites commerçantes du marché de Siporex ont manifesté bruyamment devant la mairie de Yopougon pour exprimer leur ras-le-bol des fréquents déguerpissements qu'elles subissent. Elles ont battu le pavé au cri de «*On est fatigué... Bictogo on veut manger ...*».



Commerçantes de Siporex manifestant contre les déguerpissements

Les autorités de ce pays sont incapables de trouver la moindre solution face au chô-

mage qui gangrène la société. Mais lorsqu'il s'agit de s'en prendre aux pauvres, elles sont les premières. Ainsi, les petites activités que les pauvres exercent pour ne pas mourir de faim sont indexées de «désordre urbain». Les autorités n'hésitent pas à démolir les étals et faire la chasse aux marchands ambulants, aux pousse-pousse, etc. Le marché de Siporex a fait les frais de la furie de ces autorités à plusieurs reprises sans qu'aucune solution ne soit trouvée pour améliorer la situation des petites commerçantes du marché. Les autorités se contentent de leur arracher le pain de la bouche et les jeter à la rue.

Excédées, ces commerçantes ont décidé de manifester pour exprimer leur colère et elles ont raison de ne pas accepter de se faire chasser par ces autorités qui se moquent de leurs difficultés.

ADJAMÉ : UNE ATTAQUE DE PLUS CONTRE LES PAUVRES

Au district d'Abidjan, quand ils sont fatigués de se tourner les pouces, les hauts responsables pondent des décisions farfelues dont les implications sont catastrophiques pour les populations.

La dernière en date, c'est qu'à compter de ce 6 mars, il est interdit aux gbakas de circuler à l'intérieur de la commune d'Adjamé. Les autorités du District Autonome d'Abidjan ont décidé de délocaliser les terminus et stations situés à Liberté, Renault, en bas du pont, et d'autres points stratégiques d'Adjamé. Désormais, tous seront concentrés à l'ancienne casse

d'Adjamé pont-ferraille. Ainsi, toutes les dessertes intercommunales en direction d'Abobo, Bingerville, Yopougon et autres communes devront partir de ce nouveau site d'embarquement et de débarquement des passagers.

Quelles que soient les motivations du district d'Abidjan, la mise en application de cette décision sera un désagrément pour les usagers. L'éloignement de ce nouveau terminus va engendrer des frais supplémentaires de transport. Mais là, c'est le cadet des soucis des décideurs.

LES BOBARDS D'UN POLITICIEN EN CAMPAGNE ÉLECTORALE

Laurent Gbagbo, dans son discours de campagne au stade d'Angré le 1^{er} mars, a déclaré : «*si vous voulez être riche, ne venez pas faire de la politique. Faites des entreprises...*». Mais alors, qu'il nous dise donc pourquoi les gens de son espèce se disputent autant le pouvoir jusqu'à propager la xénophobie et la haine, s'il n'y avait pas d'argent à gagner ?

Gbagbo est aussi très bien placé pour ne pas ignorer qu'en plus de «*faire de la politique*», les députés comme tous les politiciens de leur espèce sont généralement aussi des chefs d'entreprises. Leur position au sein de l'appareil d'État leur sert à obtenir des marchés, à ne pas payer diverses

taxes, à faire du clientélisme, etc.

Il prétend ne pas gagner beaucoup d'argent mais il a perçu la somme de deux milliards de francs Cfa à titre de pension d'ex président dès son retour de la CPI et l'État lui verse tous les mois la somme de 10 millions de francs sans oublier les avantages suivants : «*10 agents de sécurité, un chef de cabinet, un chargé de protocole, un chargé de mission, deux secrétaires, trois chauffeurs pour trois véhicules, du carburant, un maître d'hôtel (pour lui servir à manger) un cuisinier, un blanchisseur, un jardinier, deux agents de maison*». Et il veut encore postuler au poste de président à l'âge de 80 ans ?

DEMAIN, IL RASERA GRATIS !

Dans son discours de campagne à Angré le 1^{er} mars, Laurent Gbagbo a dit que lorsqu'il reviendra au pouvoir, à l'issue de l'élection présidentielle, promis juré, «*chaque citoyen ivoirien aura une parcelle de terre* ». Chacun sait que ce genre de promesse n'engage que les naïfs qui y croient mais certainement pas son auteur.

En revanche, il n'a pas dit un mot sur le revenu catastrophique des travailleurs, notamment ceux des usines, du bâtiment, des hôpitaux, des écoles, du transport et de

bien d'autres secteurs qui vivent aujourd'hui avec un salaire de misère. De plus en plus nombreux sont ceux qui travaillent comme journaliers corvéables à merci.

N'oublions pas que Gbagbo et Affi N'Guessan, quand ils étaient au pouvoir, estimaient déjà que le salaire des travailleurs était trop élevé. Ils l'avaient donc bloqué et n'avaient pas hésité à réprimer les grèves ! Alors, à bon entendeur...

IL VOIT LA PAILLE DANS L'ŒIL DU VOISIN, MAIS PAS LA POUTRE DANS LE SIEN

Le journal Fraternité-Matin daté du 4 mars a écrit qu'en RDC (ex Congo Kinshasa) un simple député est payé environ 14 millions de francs CFA par mois et qu'ils sont au nombre de 500 dans le parlement de ce pays. En plus de cela le président Tshisekedi a promis d'attribuer à chacun d'eux un véhicule Jeep. Pendant ce temps, un enseignant ne touche que 60.000 Fr par mois.

Cela a l'air de choquer la rédaction de Fraternité-Matin mais dans ce registre-là, soyons sûrs que la Côte d'Ivoire n'a pas grand-chose à envier à la RDC. Le jour où ce journal qui fait la lèche au pouvoir en place dénoncera la gabegie et la corruption qui règnent à grande échelle ici, les poules auront des dents.

ARGENT CADEAU POUR LES RICHES, GALÈRE POUR LES TRAVAILLEURS !

La Côte d'Ivoire est aujourd'hui classée première productrice mondiale d'anacarde avec 1,2 millions de tonnes en 2023 dont 60% exporté à l'état brut, faute de pouvoir le transformer sur place. Le gouvernement fait toute une publicité pour appeler «la diaspora ivoirienne» ainsi que d'autres «opérateurs économiques» à investir dans le décortiquage des amandes en vue, dit-il, de «bâtir une Côte d'Ivoire prospère et compétitive». Mais qui en profite ?

La réalité dans la zone industrielle de Yo

pougon, par exemple, c'est que des «industriels » sous-traitent le travail de décortiquage auprès des femmes qui travaillent ensuite à domicile dans leur quartier. Ainsi, femmes et enfants travaillent du matin au soir pour gagner environ 2500 Fr. Sans protection, ce décortiquage provoque des brûlures sur les mains et le corps.

C'est cela la réalité des travailleurs quand ces gens du pouvoir parlent de «prospérité» et de «compétitivité». Les seuls gagnants sont les bourgeois !

LES PRÊTE-PLUME DE OUATTARA

Vingt «universitaires, penseurs et écrivains» ont sorti un livre de 400 pages intitulé «Alassane Ouattara, l'artisan du renouveau ivoirien». Cissé Bacongo, le «dégueerpisseur» en chef, que tous les pauvres connaissent de nom, a présenté ce fameux ouvrage le jour de la dédicace.

Venance Konan, l'ex-DG du journal gouvernemental Fraternité-Matin, est l'un des principaux auteurs de cet ouvrage. Il a déclaré sans rougir que «le rôle d'un intellectuel engagé est de témoigner des avancées dont bénéficie une nation». Quelle intelligence !

Ce qui est certain, c'est que dans ce gros «témoignage», il n'est nullement fait cas

des salaires de 2500 Fr à 5000 Fr payés à de nombreux travailleurs, quelques fois pour des journées de 10h à 12h de travail. C'est toute cette exploitation qui permet à la bourgeoisie de s'enrichir, comme au temps des travaux forcés et de l'esclavage.

Il n'est pas fait cas non plus dans ce livre de nombreuses conséquences catastrophiques des dégueerpissements subis par les populations pauvres, ni d'ailleurs de la misère grandissante due au blocage des salaires pendant que le coût de la vie ne cesse d'augmenter.

C'est bien là le rôle des bouffons et des larbins... «engagés».

FOIRE AUX BAVARDAGES INUTILES

Récemment s'est tenue à Grand-Bassam la 15^{ème} édition du « forum de la rentrée syndicale internationale » qui avait pour thème : «employabilité, salaire vital, paix et transformation économique pour la justice sociale en Afrique». Étaient présents des membres du gouvernement, des dignitaires des grandes centrales syndicales.

Cette rencontre a été pour ce beau monde l'occasion de se retrouver dans des hôtels luxueux, à brasser de l'air tout en ayant l'air de faire croire qu'ils se préoccupent du sort des travailleurs.

Invité à faire le discours d'ouverture du forum, le Premier ministre a dit : «Je félicite encore nos amis et partenaires des

centrales syndicales en Côte d'Ivoire qui nous font le témoignage de leur appropriation de ce que nous pouvons appeler le syndicalisme responsable, c'est-à-dire un syndicalisme intelligent qui mesure la portée des données économiques et des données sociales pour trouver le juste milieu ...». En d'autres termes, il remercie ces représentants des centrales syndicales d'être «responsables» vis-à-vis du patronat et d'œuvrer pour contenir toute contestation venant des travailleurs.

Quant au ministre de l'Emploi, il a vanté pompeusement des «*avancées notables*» en

ce qui concerne le «*travail décent*» en parlant du passage du Smig de 60 000 à 75 000F.

De son côté, le représentant des centrales syndicales a exprimé sa gratitude aux autorités en disant : « *Par l'action du gouvernement, le dialogue social est en train de monter en puissance, pas dans le verbe, mais dans les actions...* ».

Bref, rien que du cirage de pompe et des congratulations entre des ennemis des travailleurs, pendant que la situation de ces derniers ne cesse de se dégrader.

ENCORE DU CINÉMA SUR LA PRÉTENDUE LUTTE CONTRE LA VIE CHÈRE

Le 19 février dernier, le gouvernement a annoncé une opération de contrôle des instruments de mesure chez les commerçants, afin de montrer qu'il est préoccupé par la flambée des prix qui accable les travailleurs et les populations pauvres.

Ce n'est pas la première fois que ce genre de mesure est annoncé. Il y a eu l'épisode de l'affichage des prix, comme s'il suffisait que les prix soient affichés pour qu'ils baissent. Il y a eu aussi les plafonnements successifs des prix de produits de première nécessité, mais tout cela n'a rien changé. Pendant ce temps, les capitalistes ont continué à encaisser les subventions de l'État

tout en réalisant des profits énormes.

Avec son prétendu contrôle des instruments de mesures, le gouvernement veut nous faire croire que s'il y a une flambée des prix ce serait à cause des petits commerçants qui truqueraient leurs balances. C'est de la poudre aux yeux, une tactique bien connue par la bourgeoisie : opposer les petites gens les uns aux autres pour que les gros requins puissent se remplir la panse pendant ce temps.

Face à la flambée des prix, la seule mesure qui vaille c'est l'augmentation substantielle de nos salaires et leur indexation sur le coût réel de la vie.

Dans le monde

SÉNÉGAL : TROMPERIE DES DIRECTIONS SYNDICALES FACE AUX ATTAQUES DU GOUVERNEMENT ET DU PATRONAT

Alors que le gouvernement sénégalais annonçait une cure d'austérité dans la fonction publique, le personnel hospitalier et les enseignants se sont mobilisés pour réclamer plus de recrutements et plus de mesures contre la dégradation de leurs conditions de travail.

À l'appel du Syndicat autonome des médecins (SAMÉS), une grève de 48 heures, le 18 et 19 février, a été largement suivie, y compris à l'intérieur du pays par l'ensemble du personnel des hôpitaux publics. De son côté, le SAES (Syndicat autonome de l'enseignement supérieur) a aussi

appelé à une grève de 72 heures, du 24 au 26 février, elle a été suivie dans les universités et dans les écoles publiques.

Craignant une contagion dans d'autres secteurs de la fonction publique et dans les entreprises privées, le premier ministre Ousmane Sonko a convié patronat et syndicats à s'asseoir autour d'une table et à faire preuve de «*responsabilité et de patriotisme*». Il a demandé aux représentants des syndicats de «*mettre de côté les grèves*» et a menacé d'utiliser la méthode dure s'ils n'acceptaient pas son invitation à un «*dialogue social sincère et transparent*». Mais s'asseoir autour d'une table avec le gouvernement et le patronat, les dirigeants des centrales syndicales ne demandent que ça ! Leur politique n'a jamais été de défendre les intérêts des travailleurs mais simplement d'être reconnus comme des interlocuteurs attitrés des salariés auprès du patronat et du gouvernement.

Être à la tête d'un appareil syndical peut leur servir de tremplin pour fricoter avec le pouvoir et le patronat. C'est aussi un poste qui permet d'obtenir quelques miettes lâchées par la bourgeoisie et son État en échange du rôle de pompier de service que ces dirigeants syndicaux peuvent jouer en cas de mobilisation ou de grève pour éviter tout débordement et toute extension du mouvement. S'il leur arrive parfois d'appeler telle ou telle catégorie de travailleurs à faire la grève, c'est d'abord pour faire valoir leurs intérêts de boutique. Et quand il y a une mobilisation dans un

secteur, ils font tout pour l'émietter en mettant en avant des revendications catégorielles, de telle sorte qu'ils puissent contrôler le mouvement. Ils se pressent ensuite à la table des négociations et permettent de cette manière au patronat et au gouvernement de s'en sortir à bon compte.

Actuellement, il y a un vent de mécontentement aussi bien dans le secteur public que dans le privé. Les travailleurs sont confrontés à des vagues de licenciements comme par exemple dans le secteur pétrolier, au port de Dakar ou dans les administrations. Il y a de plus en plus de travailleurs qui dénoncent les retards de paiement des salaires voire leur non-paiement. En cette période de montée du coût de la vie, ces attaques contre les travailleurs et leurs familles se traduisent par une aggravation de la misère.

Les dirigeants syndicaux font semblant de se préoccuper de cette situation en créant un «*front syndical*», mais les deux dernières grèves qu'ils ont dirigées récemment ont été intentionnellement organisées en ordre dispersé, le 18 février pour les uns, le 24 pour les autres, alors qu'il s'agit d'employés du même État !

Alors, leur pseudo front syndical, ce n'est que de la poudre aux yeux pour duper les travailleurs. Ceux-ci, qu'ils soient employés de l'État ou d'une entreprise privée, ont les mêmes intérêts et ne peuvent compter que sur leur mobilisation, leur capacité de s'organiser et de diriger eux-mêmes leurs grèves.

MADAGASCAR : LE PRÉSIDENT COLLECTIONNE LES TROPHÉES POUR MIEUX CACHER SA RESPONSABILITÉ DANS LA SITUATION CATASTROPHIQUE QUI PRÉVAUT DANS LE PAYS

Le 22 février dernier, Andry Rajoelina (le chef de l'État) s'est rendu à Casablanca, capitale industrielle du Maroc, pour y recevoir le trophée de «*Leader politique afri-*

cain de l'année 2025». Il doit avoir une sacrée estime de lui-même puisque ce jour-là, il a fait un discours dans lequel il a prétendu jouer un rôle de «*leadership... qui*

exerce avec vision et détermination». Un des organisateurs de cette sorte de mise en scène guignolesque, a salué en lui «un visionnaire éthique ayant la capacité de transformer le pays».

Au sein des classes pauvres, bien peu de gens se font des illusions sur les beaux discours du président et sur ceux des personnalités qui en font les louanges. D'une année sur l'autre les conditions de travail et de vie de la population sont devenues catastrophiques dans le pays. C'est particulièrement flagrant dans les zones industrielles dites «*franches*» qui, au fur et à mesure des multiples réformes favorables aux employeurs, sont devenues des sortes de bagnes de la production. Les conditions de travail y sont infernales. Là comme ailleurs dans le pays, le pouvoir d'achat des travailleurs dégringole à grande vitesse.

Dans les régions défavorisées par le climat, la famine et la malnutrition continuent à faire des ravages, surtout dans le Grand-sud en voie de désertification accélérée. À tel point que beaucoup de gens ne savent pas comment trouver ne serait-ce qu'un

semblant de graines ou de racines comestibles susceptibles de tromper la faim qui tenaille en permanence le ventre de leurs enfants. Lors d'une récente interview, le Chef de l'État a invoqué son ambition de faire en sorte que le pays devienne un futur «*grenier à riz de l'Afrique*», grâce dit-il «aux résultats concluants» obtenus par les semences hybrides en provenance de Chine. En attendant la réalisation de cet objectif, la population devra sans doute se contenter d'espoir et d'eau fraîche, encore faut-il qu'il y en ait.

Actuellement les classes pauvres continuent leur descente aux enfers. Selon une estimation du FMI et de la Banque Mondiale datant de décembre 2024, Madagascar connaît l'un des taux de pauvreté les plus élevés au monde.

Tout cela n'empêche nullement les riches de tout poil ainsi que les dirigeants, de se pavaner dans un luxe insolent. Leur richesse et leur prodigalité ne proviennent pas de nulle part, elles sont le résultat de l'exploitation féroce qu'ils font subir aux travailleurs et aux paysans pauvres.

FRANCE :

(Extrait de l'éditorial de l'hebdomadaire de nos camarades de Lutte Ouvrière, édité en France le 07 mars 2025)

TRAVAILLEURS FRANÇAIS, ALGÉRIENS OU ORIGINAIRES DES QUATRE COINS DU MONDE : MÊMES PATRONS, MÊME COMBAT !

Les plans de licenciements pleuvent, la précarité se généralise, la pression au travail se fait plus forte pour tous et la vie est de plus en plus chère. Et de quoi nous parlent les politiciens ? De l'immigration et des immigrés toujours assimilés à un danger, voire à des délinquants en puissance ! C'est aussi abject que mensonger !

Il est certainement plus facile de flatter les préjugés racistes et xénophobes que de demander des comptes à Michelin, Auchan

ou Arcelor qui sont en train de fabriquer les chômeurs de demain. Et quand les milliardaires bien français ne payent même pas les impôts qu'ils devraient, les politiciens trouvent bien utile de faire diversion !

Aucun hôpital, aucune usine ni chantier ne peut tourner sans les millions de femmes et d'hommes d'origine étrangère qui travaillent dur pour un salaire dérisoire. Et aucun gouvernement ne peut priver le patronat des bras qui lui sont indispensables. En fait,

toute cette démagogie anti-immigrés ne sert qu'à cacher la domination et la responsabilité patronale et à diviser les travailleurs.

À la tête de l'offensive anti-immigrés, il y a le ministre de l'Intérieur, Retailleau. Après avoir durci les conditions de régularisation des sans-papiers, restreint l'accès aux visas et remis en cause le droit du sol à Mayotte, son obsession se porte désormais sur l'Algérie et les Algériens.

La crise entre la France et l'Algérie a éclaté quand Macron a reconnu la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental. Depuis, une provocation en entraîne une autre. D'un côté, l'Algérie emprisonne l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal, de l'autre, Retailleau renvoie, en dehors de toute procédure légale, un influenceur algérien, lequel est aussitôt remis dans l'avion. [...]

Les Algériens et les Franco-algériens sont une nouvelle fois victimes de la compétition haineuse et raciste entre la droite et l'extrême droite. Victimes, une fois de plus, de tous ceux qui n'ont jamais digéré l'indépendance de l'Algérie et qui fantasment sur tout et n'importe quoi.

Parmi ces fantasmes, l'accord franco-algérien de 1968 est présenté comme un privilège pour les Algériens et une pompe aspirante de l'immigration. Mais où est le privilège quand l'entrée en France est soumise, comme pour tous les étrangers extra-européens, à l'obtention d'un visa ? Quelle faveur quand les tracasseries se multiplient et que le nombre de visas délivrés a chuté ?

Le vacarme autour de cet accord ne sert qu'à alimenter la tension entre la France et l'Algérie. Et pour Retailleau, qui se veut le

leader de la croisade contre l'immigration et l'islamisme, c'est l'essentiel.

Tout cela est du poison pour les travailleurs des deux côtés de la Méditerranée. D'un côté comme de l'autre, les gouvernants ont intérêt à la surenchère nationaliste pour tromper les travailleurs.

En France, cette nouvelle croisade contre l'Algérie permet de flatter les préjugés racistes et nationalistes. Car ce n'est pas face à Trump que les dirigeants français peuvent rouler des mécaniques. Mais contre Alger, ils peuvent s'y essayer !

Pour le président algérien, Tebboune, c'est aussi l'occasion de faire bonne figure. En butte au mécontentement général, le régime réprime les opposants politiques, les jeunes et les travailleurs qui se battent pour améliorer leur quotidien. Quoi de mieux que faire diversion en jouant sur la fierté nationale ?

Laissons ces semeurs de haine à leurs manœuvres ! Que l'on vive d'un côté ou de l'autre de la Méditerranée, le sort réservé aux femmes et aux hommes du monde du travail, c'est l'exploitation, les bas salaires, des conditions de vie de plus en plus dures et des bruits de bottes.

Quels que soient nos origines, nos convictions et le pays dans lequel on vit, quand on appartient au camp des travailleurs, on est du mauvais côté du bâton, car celui-ci est toujours tenu par les plus riches, par le patronat, par les capitalistes et leurs sbires politiques. C'est ensemble, en serrant les rangs et en étant solidaires, quelle que soit notre nationalité, que nous serons capables de défendre nos intérêts de travailleurs, de nous faire respecter et d'en finir avec l'ordre impérialiste et ses frontières stupides !

LEÇON D'IMPÉRIALISME EN DIRECT

(Article extrait de Lutte Ouvrière du 07mars2025)

Vendredi 28 février, lors d'une conférence de presse organisée dans le bureau ovale de la Maison-Blanche, devant les caméras de télévision, Trump et son vice-président J.D. Vance ont offert au monde entier le spectacle de leurs réprimandes à Zélenky, corrigé comme un enfant turbulent.

Zélenky ayant demandé des garanties de sécurité pour l'Ukraine contre Moscou, il s'est vu reprocher de ne pas avoir dit merci pour l'aide américaine. Avec la brutalité qui le caractérise, Trump lui a rappelé qu'« il n'avait pas les cartes en main » avant de le renvoyer sans ménagement de la Maison-Blanche.

La discussion devait précéder la signature d'un accord économique permettant aux trusts américains de récupérer toute une partie des bénéfices tirés du sous-sol ukrainien. Zélenky était prêt à le signer, en espérant pouvoir poser tout de même quelques conditions. Il a dû déchanter.

Trump a ainsi traité Zélenky avec le peu d'égards qu'un patron peut réserver à son employé. À l'image d'un Macron qui, il y a un mois, reprochait aux dirigeants africains d'avoir « oublié de dire merci » à la France ou qui, en novembre dernier, qualifiait les responsables d'Haïti de « complètement cons ». Mais le plus souvent tout cela n'est pas filmé et diffusé en direct.

Zélenky a été utile à l'impérialisme occidental quand il s'agissait de mener la guerre pour affaiblir la Russie : faire accepter les centaines de milliers de morts dans

la population ukrainienne, et les dépenses militaires dans les pays alliés au nom de la « défense de la démocratie et la liberté ». Aujourd'hui, tout aussi cyniquement, Trump fait le choix de s'entendre avec Poutine, considérant que cela sert mieux les intérêts des capitalistes américains.

Mais que ce soit sous Biden ou avec Trump, le sort de la population ukrainienne n'intervenait pas dans leurs choix.

Franchissant un pas supplémentaire, l'administration américaine a annoncé mardi 4 mars la suspension de l'aide militaire à l'Ukraine. Trump veut faire plier Zelensky, à qui il reproche de « jouer avec la troisième guerre mondiale », se présentant comme un artisan de la paix. C'est pour le moins risible. De son côté, il est évident que Zélenky veut démontrer à sa propre opinion publique que s'il finit par céder aux exigences de Trump, ce ne sera pas sans lui avoir résisté.

Mais ceux qui « jouent avec la troisième guerre mondiale » sont d'abord Trump et Cie, à la tête de la première puissance militaire mondiale forte d'un budget de plus de 900 milliards de dollars, dans un système économique fondé sur la concurrence pour se partager les marchés, l'accès aux ressources et les zones d'influence. Ce sont eux qui ont contribué à lancer Russes et Ukrainiens les uns contre les autres, dans une guerre féroce, avant de siffler la fin de la partie en menaçant celui qui hier encore était leur champion de le jeter comme un malpropre.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation
- préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.